

Catherine Cavalin, Jaércio Da Silva, Pauline Delage, Irène Despontin Lefèvre, Delphine Lacombe, Bibia Pavard (dir.)

Les violences sexistes après #MeToo



Catherine Cavalin, Jaércio Da Silva, Pauline Delage, Irène Despontin Lefèvre, Delphine Lacombe, Bibia Pavard (Dir.), Les violences sexistes après #MeToo, Paris, Presses des Mines, Collection Sciences sociales, 2022.

© Presses des MINES - TRANSVALOR, 2022
60, boulevard Saint-Michel - 75272 Paris Cedex 06 - France presses@mines-paristech.fr
www.pressesdesmines.com

Cette publication a bénéficié du soutien de l'Institut Carnot M.I.N.E.S et de l'Institut national

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous les pays.

ISBN: 978-2-35671-837-2

Dépôt légal : 2022

© Photo de couverture : Gilles Mustar

Achevé d'imprimer en 2022 (Paris)

d'études démographiques (INED).

Les violences sexistes après #MeToo



Collection Sciences sociales

Responsable de la collection : Cécile Méadel Centre de sociologie de l'innovation (www.csi.mines-paristech.fr)

Vincent-Arnaud Chappe et Jean-Philippe Tonneau (Dir.), Le droit du travail en sociologue

> Olivier Fournout, Le nouvel héroïsme

Michèle Dupré et Jean-Christophe Le Coze, Des usines, des matières et des hommes

Clément Combes et Hervé Glevarec, Séries

> Lise Conté, Une sociologie pour l'action

Sabine Chalvon-Demersay, Le Troisième souffle

Alexandre Mathieu-Fritz, Le praticien, le patient et les artefacts

Gwenaële Rot, François Vatin, In the flow

Catherine Cavalin, Emmanuel Henry, Jean-Noël Jouzel, Jérôme Pélisse, Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles

Baptiste Coulmont, Pierre Mercklé, Pourquoi les top-modèles ne sourient pas

Serge Proulx, La participation numérique: une injonction paradoxale

Eve Chiapello, Antoine Missemer, Antonin Pottier, Faire l'économie de l'environnement

> Sylvain Brunier, Olivier Pilmis, La règle et le rapporteur

> > Vincent-Arnaud Chappe, L'Égalité au travail

> > > Fabien Foureault, Le Capital en action

Frédéric Graber, Martin Gireaudeau, Les Projets

> Denis Ruellan, Reportères de guerre

Brice Laurent, Michael Baker, Valérie Beaudouin, et Nathalie Raulet-Croset, Innovation et participation

> Dominique Pasquier, L'internet des familles modestes

> Jérôme Denis, Le travail invisible des données

Christine Barats, Julie Bouchard et Arielle Haakenstad, Faire et dire l'évaluation

Fabien Granjon, Venetia Papa & Gökçe Tuncel, Mobilisations numériques

Ronan Le Velly, Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs

> Collectif CSI, Capitalization

Nicolas Auray, L'Alerte ou l'enquête

Patrick Castel, Léonie Hénaut et Emmanuelle Marchal, Faire la concurrence

Mélanie Dulong de Rosnay, Les Golems du numérique

Michel Peroni, Devant la mémoire. Une visite au Musée de la mine «Jean-Marie Somet» de Villars

Alaric Bourgoin, Les Équilibristes. Une ethnographie du conseil en management

Catherine Rémy et Laurent Denizeau (dir.), *La Vie, mode mineur*

Florian Charvolin, Stéphane Frioux, Méa Kamour, François Mélard et Isabelle Roussel, Un air familier? Sociobistoire des pollutions atmosphériques

> Francesca Musiani, Nains sans géants. Architecture décentralisée et service Internet

Catherine Cavalin, Jaércio Da Silva, Pauline Delage, Irène Despontin Lefèvre, Delphine Lacombe, Bibia Pavard (Dir.)

Les violences sexistes après #MeToo

Prologue et remerciements

Cet ouvrage est le fruit de la convergence de deux équipes spécialisées en études sur le genre et les féminismes, respectivement issues de VisaGe et du CARISM. VisaGe ou «Violences fondées sur le Genre. Données, santé, jeux d'échelles» fut fondé en 2017 par Catherine Cavalin, Pauline Delage et Delphine Lacombe, dans le but de documenter les processus de politisation des actes de violences inscrits dans la domination masculine et l'ordre hétéronormé. Initialement «labo junior» lancé grâce au financement de la Cité du Genre (Université de Paris), VisaGe est ensuite devenu un réseau international de chercheuses de tous statuts, dont les études se déploient sur tous les continents.

L'équipe du Carism, laboratoire rattaché à l'université Paris-Panthéon-Assas, est composée de spécialistes des médias et des sciences de l'information et de la communication, à l'instar de Jaércio Da Silva, Irène Despontin Lefèvre et Bibia Pavard qui s'intéressent à la médiatisation des violences sexistes et sexuelles et aux pratiques numériques qui font émerger de nouvelles formes d'action collective. Ces chercheurs et chercheuses se sont jointes à l'initiative prévoyant des journées d'étude successives, organisées dans le courant de l'année 2020, portant sur le déploiement de #MeToo dans différents espaces sociaux.

Plusieurs des réflexions ici présentées sont issues de ces journées, ainsi que de cette articulation entre des disciplines et des approches plurielles. Toutes se réunissent autour d'une même volonté de comprendre et d'analyser les recompositions actuelles des mobilisations sociales autour des violences sexistes. Que soient remerciées en premier lieu ces deux entités collectives et les membres qui les composent, pour leur soutien tout au long des mois de préparation du manuscrit¹.

Principalement pour des raisons de calendrier, nombre de jeunes chercheuses menant leur enquête hors de l'espace nord-occidental qui avaient participé aux journées d'étude n'ont pu contribuer à cet ouvrage. Dans le futur, il faudra certainement prolonger la documentation et l'analyse de #MeToo au-delà de ce contexte.

Résultat de la réunion de deux équipes de recherche, ce livre a pu également aboutir grâce à plusieurs laboratoires ou institutions: le CRESPPA, l'IRISSO, le LIEPP, l'URMIS, l'INED. Que soient remerciés ces entités et leurs membres pour leur soutien matériel et intellectuel, dans un contexte où chacun e d'elles

¹ Réseau VisaGe (https://www.reseauvisage.fr/Accueil/index/1) et CARISM (https://carism.u-paris2.fr/fr).

et eux a estimé que nos réflexions, au creux de l'actualité brûlante marquée par #MeToo, pouvaient constituer un apport fructueux pour la recherche et pour le grand public. En ce sens, l'accueil très favorable des Presses des Mines a stimulé à nouveau réflexion et écriture collectives. Que leurs responsables éditoriaux en soient chaleureusement remercié·e·s.

Introduction

#MeToo : la force de l'événement

Catherine Cavalin, Jaércio Da Silva, Pauline Delage, Irène Despontin Lefèvre, Delphine Lacombe, Bibia Pavard

En octobre 2017, le *New York Times* et le *New Yorker* publient des enquêtes sur les accusations pour harcèlement sexuel, agressions sexuelles et viols, dont fait l'objet Harvey Weinstein, producteur de cinéma états-unien renommé et influent.

Au fil des semaines, près de cent femmes révèlent avoir subi des violences sexuelles perpétrées par le magnat de l'industrie hollywoodienne. À la suite de ces révélations en chaîne, l'actrice Alyssa Milano emploie le *hashtag* #MeToo en reprenant l'expression qui avait été lancée dix ans plus tôt par la féministe newyorkaise Tarana Burke¹.

Le hashtag MeToo n'est pas un hashtag ordinaire, il a les caractéristiques d'un « hashtag total». Il cristallise en effet différentes dimensions propres aux réseaux sociaux, de façon massive et intégrale. Immédiatement viral, il donne lieu à 55 000 tweets en 24 heures et devient le numéro un des tendances sur la plateforme [Sayej, 2017]. Immédiatement transnational, il est d'abord amplifié par l'usage de l'anglais puis par ses déclinaisons nationales: par exemple, YoTambién est exprimé dans le monde hispanophone, IamNotAfraidToSpeak en Russie, Wo Ye shi en Chine (sur Weibo), Balance ton Saï-Saï au Sénégal. Immédiatement transformateur, #MeToo exprime une volonté de changement radical de la société, des individus, des institutions et du pouvoir. Il porte en lui une critique de l'invisibilité des violences sexistes et sexuelles mais aussi de l'inaction des pouvoirs publics et de l'impunité des agresseurs. Si le hashtag #MeToo est total, il l'est tout autant dans le «contremouvement» qu'il produit en réaction, c'est-à-dire dans l'émergence (ou la réémergence) d'acteurs en opposition totale. La polarisation du débat autour de la légitimation de la dénonciation, mais aussi «de la dénonciation de la dénonciation», l'illustre [Bard & al., 2019]. Aussi, si les médias ont pu évoquer une «libération de la parole», on observe également une «brutalisation des débats» [Badouard, 2017] et une amplification de l'antiféminisme et de ses expressions multiples comme le cyberharcèlement.

¹ Tarana Burke revient sur la naissance du mouvement #MeToo dans l'autobiographie qu'elle a publiée en 2021 chez Headline, intitulé Unbound. My story of liberation and the birth of the Me Too movement.

#MeToo amplifie également les mobilisations transnationales qui l'ont précédé [Fileborn & Loney-Howes, 2019; Chandra & Erlingsdóttir, 2020], et prolonge d'autres mouvements telles les slutwalks initialement lancées au Canada, ou les mobilisations féministes latino-américaines. Ces dernières, en désignant les féminicides comme l'aboutissement létal d'une chaîne de violences de tous ordres contre les femmes, se sont organisées autour du slogan Ni Una [muerta] más puis Ni Una Menos dans les années 2010 - d'abord en Mésoamérique puis plus massivement encore en Amérique du Sud - contre l'impunité et contre le faux consensus organisé par une action publique supposément déjà présente pour prévenir et sanctionner les violences patriarcales [Acosta, 2018; Lacombe, 2019]. Des féministes espagnoles ont repris le slogan Ni Una menos, et les groupes à l'initiative de Non Una di Meno, en Italie, ont conforté cette internationalisation des luttes contre les violences sexistes, réactualisant de façon massive les manifestations de rue, tout en nourrissant une prise de parole toujours plus présente sur les réseaux sociaux. Dans l'univers francophone, plusieurs précédents ont dénoncé les inégalités entre les sexes au travail. Le blog Vie de meuf est lancé en 2010 par Osez le féminisme!, suivi par la publication en ligne de témoignages ciblant plus directement les violences sexistes et sexuelles subies par les femmes, en particulier dans le cadre du travail. Dans ce registre, le blog Paye ta schneck [Bourdet, 2012, 2014], Paye ta robe dans le monde juridique, Paye ta fac à l'université, Paye ta blouse dans l'univers hospitalier ou Chair collaboratrice dans le monde politique, emboîtent le pas de ces initiatives. Les réseaux sociaux tels que Twitter, Facebook et Tumblr, mais aussi des sites internet dédiés, sont ainsi devenus un espace d'écriture et de parole pour les femmes, au sujet des violences sexuelles masculines et sexistes.

La force de l'événement #MeToo résonne encore aujourd'hui. Presque cinq ans après l'éclatement de l'affaire Weinstein et ses échos à l'échelle mondiale, nombre d'observatrices et d'observateurs estiment que #MeToo constitue un événement-rupture pour l'histoire des femmes dont les effets se prolongent dans le temps. Les prises de parole individuelles se succèdent, qui inaugurent de manière répétée des moments médiatiques. Ainsi par exemple, en France, l'interview d'Adèle Haenel par *Mediapart* en novembre 2019 [Turchi, 2019] précède-t-elle de quelques jours la mobilisation à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes organisée par #NousToutes, dont le nombre de participantes dans toute la France a conduit les organisatrices à qualifier la manifestation d'« historique ». De même, la publication de témoignages et de dénonciations de violences sexuelles comme celles de Vanessa Springora [Springora, 2020] et Camille Kouchner [Kouchner, 2021], respectivement en janvier 2020 et janvier 2021, sont suivies d'une large reprise par les médias, tandis que leur font suite de nouvelles vagues de

témoignages individuels, placés sous des *hashtags* qui, tels #MeTooInceste ou #MeTooGay, déclinent des variantes du #MeToo original.

Chez les professionnel·le·s des médias, #MeToo permet de questionner le traitement journalistique des violences sexistes et sexuelles en mettant en lumière leur banalisation ou leur relégation en faits divers. La circulation du hashtag donne un écho aux mobilisations précédemment initiées par les journalistes de l'association Prenons la Une. Fondée en 2014 pour dénoncer le traitement sexiste de l'affaire DSK et dans le sillage de la «grève des signatures» de femmes journalistes au journal Les Échos, Prenons la Une avait en effet déjà rendu visible la portion congrue réservée aux femmes dans la presse [Collectif Prenons la Une, 2014]. Dès avant l'émergence de #MeToo, ce collectif de femmes journalistes avait également signifié que le vocabulaire employé par les médias pour parler des violences était souvent inapproprié, et avait proposé dans ce domaine un outil à l'usage de ses collègues en 2016 [Collectif Prenons la Une, 2016].

#MeToo nous a saisi es: il est apparu comme une «surprise», un élément de déstabilisation sociale et des savoirs, il est venu bousculer le débat public et la compréhension des mobilisations collectives contemporaines. Malgré la force de l'événement dans différents univers sociaux et la multiplication d'essais sur la question des violences sexistes et sexuelles depuis 2017, #MeToo n'a pas encore trouvé d'interprétation globale par les sciences sociales travaillant sur les violences de genre. Le hashtag a été une arme dont se sont emparées des millions de personnes pour donner à voir les violences sexistes et sexuelles et rendre visible leur étendue. Il faut maintenant s'en saisir en tant que chercheuses et chercheurs pour inscrire ce phénomène dans un dialogue scientifique. Aussi, ce livre vise à analyser #MeToo du point de vue de la sociologie, de la science politique, de l'anthropologie et de l'histoire, mais aussi des sciences de l'information et de la communication. L'ensemble des contributions permet de décrypter #MeToo, d'inscrire le phénomène dans une histoire de la politisation des violences sexistes, et de contribuer à la réflexion épistémologique sur l'analyse de ces violences.

SE SAISIR DE #METOO

Décrypter le phénomène #MeToo dans toutes ses dimensions conduit à s'intéresser à sa matérialité, à le penser dans les espaces-temps de sa production comme dans ceux des enquêtes. Comment l'événement a-t-il débordé ses foyers initiaux de production? Dans quels espaces syndicaux, partisans, universitaires, journalistiques, et pour quelles affaires mobilisant l'opinion et la justice a-t-il résonné? Comment l'événement transforme-t-il les régimes de discours sur les violences sexistes?

L'enjeu de la traduction punitive, préventive et de manière générale régulatrice des violences fait l'objet d'un important questionnement. Certains médias ont constaté en France le hiatus entre l'accroissement des dénonciations et, en proportion, la décroissance des sanctions pénales prononcées. De même, observe-t-on le maintien d'une action publique présentée depuis quelque temps comme consensuelle, sans qu'elle soit sensiblement infléchie par l'effet social de #MeToo. Si #MeToo est devenu une référence qui non seulement aide à rendre visibles les violences vécues mais encourage aussi les pouvoirs publics à les traiter, des acteurs publics, en particulier les associations spécialisées dans l'accompagnement des victimes, estiment souvent que cet événement n'a pas eu de conséquences majeures dans le travail quotidiennement mené contre les violences sexuelles et conjugales. Cela pose en termes généraux la question de l'intégration par l'action publique du souffle événementiel de #MeToo.

Si la judiciarisation et la description psychologique des effets des violences dominent les débats, ils ne sont pas nécessairement les seuls discours et analyses légitimes, notamment dans l'espace médiatique. Il convient de s'intéresser alors au façonnement moral de la dénonciation publique et privée des violences sexistes, révélé et provoqué par #MeToo, et aux controverses par lesquelles il a pu se manifester. En particulier, la présomption d'innocence des auteurs présumés de violences est régulièrement opposée aux femmes qui révèlent avoir été agressées, cet argument étant brandi en particulier par des personnels de justice, comme lorsqu'une centaine d'avocates pénalistes auto-revendiquées féministes, à l'occasion de la polémique générée par la récompense de Roman Polanski par un César du cinéma, dénoncent dans une tribune [Collectif, 2020] la «présomption de culpabilité» que risque de promouvoir le caractère accusatoire de la parole libérée par #MeToo. En réponse à cette idée selon laquelle #MeToo et ses répliques remettraient en cause de manière illégitime des principes fondamentaux du droit comme la présomption d'innocence, répondent la «présomption de victime» et la «présomption de véracité» défendues respectivement par Clémentine Autain [Clarini, 2011] et Irène Théry [Théry, 2011] à propos des accusations portées par Nafissatou Diallo contre Dominique Strauss-Kahn en mai 2011. Le fond de la question serait en réalité qu'il faut en finir avec une «présomption de consentement»: «En l'état actuel du droit, il existe une forme de présomption de consentement. Les corps des femmes et des jeunes filles sont présumés disponibles jusqu'à ce qu'elles apportent (elles-mêmes) la preuve du contraire. Cet état du droit nous semble archaïque, notamment quand il s'agit de jeunes victimes», écrivent Clémentine Autain et quelques collègues parlementaires dans une proposition d'amendement à un projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles [Autain & al., 2018]. À l'appui de cette interprétation [Le Magueresse, 2021], le nombre de cas qui montrent la difficulté de prouver que

l'on a subi des crimes ou des délits qui ne laissent pas nécessairement des traces tangibles est infini. En outre, en suscitant chez les victimes un sentiment de honte, les violences sexistes et sexuelles subies sont difficilement portées par celles-ci devant la justice, le déni ou au minimum la lourdeur des mécanismes judiciaires contribuant à dissuader leur révélation. «La justice nous ignore, on ignore la justice», affirme Adèle Haenel, comme le rappelle la première phrase de l'ouvrage publié par Marine Turchi, journaliste de *Mediapart* qui a recueilli la révélation des agressions subies par cette actrice: «[...] en filigrane, cette accusation: par les principes de prescription et de présomption d'innocence, le droit pénal organiserait l'impunité» [Turchi, 2021].

Cet ouvrage cherche ainsi à comprendre en quoi #MeToo reflète à la fois les transformations du traitement social et politique des violences sexistes et celles des féminismes, en inscrivant cet événement dans une histoire de la politisation des violences sexistes contre les femmes. #MeToo peut en effet s'interpréter au premier regard comme une synthèse ou un cumul possible entre plusieurs des caractéristiques des deuxième et troisième «vagues» féministes [Pavard, 2017; Gleeson & Turner, 2019]. De la deuxième, il hérite son centrage sur la question des violences sexistes et sexuelles, et la dénonciation du rôle de ces violences dans les inégalités entre les sexes. De la troisième, il emprunte à la fois une manière renouvelée d'interroger ces violences (en insistant sur la diversité de leurs formes et de leurs contextes de survenue), et la revendication d'une diversité des groupes sociaux concernés, au-delà d'un militantisme de femmes ou pour les femmes, en s'ouvrant potentiellement à une grande multiplicité d'identités sexuelles ou raciales.

En envisageant #MeToo du point de vue de l'histoire des féminismes, une première question apparaît à propos des rapports entre les dimensions individuelles et collectives du phénomène #MeToo. Comment les nouvelles technologies et les réseaux sociaux, en plaçant sous un même mot la singularité des vécus individuels, ont-ils pu fédérer des expériences isolées de la violence, comment ont-ils permis d'articuler de nouvelles formes de militantisme, mais aussi comment ont-ils éventuellement renforcé des démarches et des pratiques existantes? Une deuxième approche de l'histoire de la politisation des violences sexistes interroge les tensions entre singularité et sort commun, entre occultation et mise en lumière. Il n'est ainsi pas impossible que l'hypervisibilisation des violences sexuelles au travail ait masqué d'autres violences (par exemple les féminicides). Plus largement, ces questions conduisent à se demander si #MeToo participe d'un effort de compréhension systémique des violences, ou s'il conduit vers de nouvelles formes de spécifications.

Interroger la continuité et les catégorisations récentes des violences sexistes et sexuelles

Depuis les années 1990, les violences «faites aux femmes» puis plus largement «fondées sur le genre» ont fait l'objet d'un profond renouvellement, à la fois comme objet de connaissances (pour la recherche en sciences sociales, incluant des collaborations nouvelles avec la statistique), de revendications (pour les mouvements sociaux, féministes au premier chef) et de politiques publiques, que celles-ci soient spécifiquement dédiées à l'égalité entre les sexes, à la santé publique ou à la sécurité des personnes. Dans ce contexte, le problème de la fragmentation des violences et de la difficulté à rendre opérationnel un concept de violence qui puisse en embrasser toutes les formes s'est trouvé en partie résolu, du moins en pratique. De nouvelles catégorisations et des dispositifs de mesure statistique des violences ont en effet été largement co-construits par ces trois types d'acteurs (mouvements féministes, chercheur·e·s et décideur·e·s publics incluant des organismes transnationaux) [Cavalin, 2016], surtout après la conférence de Pékin de 1995 (4e Conférence mondiale sur les femmes organisée par l'Organisation des Nations Unies [Nations Unies, 1996]), la notion de genre servant alors de cadre d'analyse pour identifier comme violences des actes de natures très diverses. La contribution du concept de continuum des violences, proposé par Liz Kelly [Kelly, 1988] à la fin des années 1980, a joué un rôle-clef dans cette construction tripartite des violences comme problème public, de même que des propositions théoriques [Ray, 2011; Walby, 2013] invitant à faire du genre un levier transversal pour produire une théorie générale des violences en sciences sociales.

Dans le contexte de ces renouvellements théoriques et politiques des vingt années qui l'ont précédé, #MeToo lance un nouveau défi aux capacités interprétatives des sciences sociales.

Il est par exemple intéressant de confronter les types d'actes et de situations révélés par les victimes aux catégories par lesquelles la recherche et les politiques publiques, dans les deux décennies précédentes, ont proposé d'objectiver les violences sexistes et sexuelles. Examiner #MeToo sous cet angle permet de tester l'hypothèse selon laquelle émergeraient, à travers ce mouvement, de nouvelles catégories pour exprimer les violences, ainsi que des manières potentiellement renouvelées d'articuler différents types d'actes de violence les uns aux autres et, ainsi, de formuler de manière originale l'existence d'un continuum des violences. En outre, l'éclatement des révélations en chaîne procuré par #MeToo pose aussi la question de savoir si l'on assiste à une stabilisation consensuelle des catégories par lesquelles se perçoit, se dit et se vit l'expérience de la violence sexiste. Les résultats du nouveau Baromètre Sexisme promu comme une enquête annuelle par le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes [Brossolette & al., 2022] laissent

penser que la réponse à une telle question est tout sauf évidente. Sous réserve des limites méthodologiques d'une telle enquête², il apparaît qu'à la fois les personnes résidant en France pensent savoir en quoi consiste globalement le sexisme (48% et 44% respectivement des 3 000 personnes interrogées répondent «Oui, je vois très bien» et «Oui, je vois à peu près» à la question «Avez-vous le sentiment de savoir ce qu'est le sexisme?»), massivement (88% d'entre elles-eux) reconnaissent l'existence de traitements inégaux en défaveur des femmes dans un secteur au moins de la société, mais se montrent beaucoup plus incertain·e·s à reconnaître comment de facto se manifeste le sexisme. Ainsi par exemple, seulement 20% des personnes sondées estiment que la situation d'une femme «qui cuisine tous les jours pour toute la famille» «relève tout à fait du sexisme», 54% que c'est aussi le cas lorsqu'un homme «refuse que sa conjointe voie d'autres hommes», et 57% si un homme «insiste pour avoir un rapport sexuel avec sa conjointe». À l'heure de #MeToo et de la mobilisation pourtant massive et longue qu'emporte avec lui ce mouvement, les actes sexistes demeurent ainsi pour partie mal définis et méconnus.

#MeToo résonne de manière particulièrement intéressante par rapport aux réflexions de longue date de l'épistémologie féministe. Trois décennies après le texte pionnier de Kimberlé Crenshaw, qui avance le concept d'intersectionnalité à l'aune des expériences différenciées des violences et de leur accompagnement sociojuridique aux États-Unis selon que l'on est une femme «de couleur» dit-elle à l'époque, ou non racisée (dirait-on aujourd'hui en langue française), la question de l'énonciation des agressions sexistes, selon la condition de classe, ou les processus de racisation, reste entière.

De plus, toutes les voix de #MeToo ne disent pas leur nom, mais qu'elles soient ou non anonymes, les innombrables voix individuelles qui constituent ce mouvement stimulent à nouveau les réflexions autour des modes de construction de la connaissance scientifique, au-delà de la différence prétendument intangible et naturelle entre subjectivité et objectivité [Fox Keller, 1996], au-delà des catégorisations juridiques qui seraient seules susceptibles de qualifier les degrés de gravité des violences subies.

² Un ensemble de 3 000 personnes échantillonnées selon la méthode des quotas, qui ne garantit pas idéalement la représentativité des réponses sur les critères d'échantillonnage choisis (âge, sexe, profession, région, catégorie d'agglomération).

Les violences sexistes et sexuelles à l'heure des féminismes numériques

De la même façon que le hashtag #MeToo interroge la question des violences, il questionne la place des plateformes numériques dans la réorganisation des mobilisations féministes contemporaines. On assiste en effet aujourd'hui à un recours massif des acteurs sociaux aux plateformes numériques, que l'on pourrait qualifier de «plateformisation3 des mouvements sociaux». Largement diffusé sur Twitter, #MeToo est rapidement devenu un sujet de débat sur Instagram, Facebook et YouTube. Cette trajectoire mouvante souligne la simplicité de dialogue et de circulation entre différents supports et formats de contenu comme les textes, les photos ou encore les vidéos. Dans le contexte plus large du développement d'un capitalisme de plateforme [Abdelnour & Bernard, 2018], il semble difficile d'appréhender #MeToo sans questionner aussi ces conditions de circulation du débat entre les multiples espaces numériques. Dans des espaces en effet régis par une logique commerciale et algorithmique, ce qui est produit par les utilisateur trice s est utilisé, voire instrumentalisé par les GAFAM⁴, des acteurs hégémoniques et faiblement gouvernés. Pour Zeynep Tufekci [2019], l'espace numérique a modifié la sociabilité des mouvements sociaux et leurs formes de mobilisation. Ce qu'elle nomme «sphère publique connectée» désigne l'interaction complexe des acteurs transnationaux, multiples et entremêlés, tous connectés en ligne et hors-ligne. Cette forme élargie du «faire collectif » est à double tranchant. Elle permet dans un premier temps aux individus ordinaires d'élargir leurs cercles privés de sociabilité pour se regrouper par des vécus et des idées communes – ou tout simplement par le partage d'une interprétation commune des expériences sociales. En revanche, le risque est que ces mobilisations quittent les places publiques pour se déployer uniquement dans des espaces privés, lieux de marchandisation - que Zeynep Tufekci compare au fait de manifester dans des centres commerciaux. La «sphère publique connectée» ne peut donc pas être appréhendée comme un espace uniforme, sans obstacles ni structures [Tufekci, 2019, p. 42-76].

³ On entend ici par «plateformes» des infrastructures numériques qui jouent le rôle d'intermédiaires entre des utilisateurs et fournisseurs, permettant à ceux-ci des échanges ou transactions portant sur des biens, des services, des discussions, etc. Ces interactions se produisent de façon systématique par la collecte, le traitement, la monétisation et la circulation de données. La «plateformisation» peut être définie comme le processus par lequel les plateformes affectent fondamentalement les opérations de production et de distribution des secteurs économique, médiatique et culturel, en imposant un modèle commercial hégémonique fondé sur le traitement automatique des données [Poell & al., 2019].

⁴ Cet acronyme désigne les cinq firmes géantes du web et de la production numérique: Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

#MeToo permet aussi d'interroger le renouveau des formes de mobilisations en lien avec les possibilités technologiques offertes par le numérique. Le hashtag a rendu visibles des prises de parole féministes ordinaires articulées symboliquement entre elles par un lien émotionnel, et matériellement par l'usage des plateformes. Le fait collectif émerge du «je» qui devient «nous» et l'extrapolation de l'intime [Da Silva, 2020]. Ces paroles ordinaires articulées à celles de militantes constituent un « féminisme de hashtag» qui se caractérise par la possibilité de voir et de compter les appropriations multiples et variées de revendications en dehors d'organisations structurées. En ce sens, la forte implication personnelle nécessaire pour partager un «moi aussi» en ligne, ainsi que le retentissement politique de ces actions mises collectivement en ligne, met en perspective l'idée d'un «engagement distancié» qui caractériserait les mobilisations actuelles [Ion, 1997]. Plus largement, #MeToo interroge la «rupture» que constituerait le numérique: les mobilisations autour du hashtag #MeToo peuvent en effet être appréhendées autour de leurs pratiques en ligne, mais également hors-ligne, à l'image des assemblées générales «MeToo MoiAussi Paris» organisées entre octobre 2017 et mars 2018 [Despontin Lefèvre, 2018]. Ainsi, certaines stratégies et mobilisations hors-ligne militantes peuvent être bousculées par des pratiques en ligne, et inversement.

Comme l'écrit la sociologue Josiane Jouët, «sur le web, l'émancipation personnelle et collective s'énonce au travers de discours et de formats innovants» [Jouët, 2022, p. 83]. #MeToo semble emblématique d'une spectacularisation des mobilisations féministes que l'on peut définir comme la recherche esthétique et politique d'une intense circulation de messages dans l'espace de la rue et dans l'espace numérique. Cette spectacularisation se traduit par un triple phénomène: d'une part par des effets de marque afin de rechercher le maximum de visibilité (reprise de symboles, de styles graphiques, de costumes, de slogans). Ensuite, par une mise en spectacle des actions militantes (esthétisation, création de chorégraphies coordonnées, de chansons reprises dans les manifestations ou mises en scènes vidéo). Enfin, cela se traduit par une perméabilité entre monde militant et monde du spectacle (artivisme, peopolisation des militantes et participation des stars). Tous ces éléments ne sont pas apparus avec #MeToo mais le moment #MeToo contribue à les amplifier et massifier, renouvelant les formes d'expression de ce que Patrick Champagne avait en son temps nommé les «manifestations de papier» [Champagne, 1984].

COMPOSITION DE L'OUVRAGE

Les pages qui suivent se saisissent ainsi de l'événement #MeToo en l'interrogeant sous plusieurs angles: à travers la matérialité des dénonciations, comme un moment privilégié d'observation de la médiatisation des violences, par l'attention aux formes de la construction et de la captation de l'événement #MeToo dans

certains environnements professionnels et institutionnels, et enfin du point de vue des luttes sociales, notamment féministes, qui se recomposent après l'événement.

Nous nous penchons d'abord sur le caractère novateur de l'expression numérique et ses effets sur les mobilisations et les mises en récits individuels et collectifs des violences sexistes masculines. Le chapitre de Kaitlynn Mendes montre comment ces témoignages par milliers, en s'adaptant au «jargon des plateformes», ont transformé les manières de dire et de ressentir les violences. L'événement #Me'Too s'inscrit ainsi dans un moment féministe [Pavard & al., 2020] aux contours temporels élargis, qui se constitue d'une multitude de formes de mobilisations et d'actions à l'échelle internationale. Ensuite, le chapitre de Cécile Méadel revient sur les ressorts sociaux et numériques de «#Balancetonporc» en France. La chercheuse montre que les internautes utilisent ce hashtag comme le «réceptacle commode» de témoignages souvent anonymes sur les violences sexuelles subies, donnant forme à un espace où se joue, sans militantisme affiché a priori, une forme de «popularisation du féminisme».

Une deuxième partie explore les sociabilités professionnelles dans les médias, et les conditions d'articulation du travail journalistique ainsi que des pratiques de dénonciation par le droit ou en dehors de tout espace juridico-judiciaire par les plaignantes. Le chapitre de Claire Ruffio revient sur l'influence de #MeToo sur la médiatisation du viol par la presse écrite imprimée française. Elle fait l'hypothèse que le hashtag a approfondi la politisation du traitement journalistique du sujet qui fait désormais l'objet d'un «traitement journalistique délibératif, mettant en perspective dossiers judiciaires et enjeux pénaux et politiques associés». Ces changements rejoignent ceux que met en évidence Laure Beaulieu⁵, qui éclaire les transformations engendrées par #MeToo au sein des rédactions, dans la continuité de l'affaire DSK. Pour cette publication, Laure Beaulieu a recueilli et réuni dans un chapitre les propos de trois journalistes qui ont œuvré pour faire «bouger les lignes» dans leur métier, chacune à son niveau, Marie Barbier au service policejustice de L'Humanité puis à La Déferlante, Lénaïg Bredoux journaliste politique à Médiapart puis en tant que «Gender editor» depuis 2020, et Audrey Guiller journaliste dans la presse quotidienne régionale et autrice de l'ouvrage Le viol, un crime presque ordinaire [2011].

Ensuite, le livre réunit des contributions permettant d'analyser la réception et le façonnement de #MeToo dans un certain nombre de champs professionnels tels que ceux qui sont en charge de la régulation des normes sociales et des sociabilités («le monde du droit» et l'administration), ceux qui proposent des mises en scène

⁵ Dans sa thèse de doctorat (en cours): Circulation et diffusion des idées féministes dans la presse écrite généraliste en France (Le Monde) et aux États-Unis (New York Times). Ce que cela dit et fait au journalisme, sous la direction de Marie-Christine Blandin.

du social et de sa représentation voire de sa normalisation (tel que le théâtre), ou ceux qui prétendent exercer un magistère moral sur la société (l'Église catholique). Ainsi, analysant dans le cinquième chapitre de ce livre les effets de #MeToo sur le «monde du droit», Catherine Le Magueresse souligne combien les professionnels et professionnelles de la justice et du droit en France, certes secoué·e·s par le mouvement #MeToo, restent partagées entre celles et ceux qui critiquent les corpus et des jurisprudences existantes, et ceux qui protègent l'inertie doctrinale, à ce jour dominante. De même, dans le chapitre suivant qui étudie l'évolution de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans deux ministères français (le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministère de l'Économie et des Finances), Chloé Mour et Linda Sehili pointent l'absence d'une rupture radicale après 2017, ainsi qu'une appropriation partielle et hétérogène du cadre législatif. Les chapitres proposés par Bleuwenn Lechaux et Josselin Tricou dans cet ouvrage, concernant l'occurrence et la dénonciation de violences sexistes et sexuelles respectivement dans le théâtre new-vorkais et l'Église catholique, sont deux fenêtres ouvertes sur la difficile question sociologique des contextes de survenue des actes de violence. Dans ces deux cas en effet, des relations hiérarchiques ou de soumission, liées à des pratiques professionnelles installées, sont potentiellement remises en cause par des dynamiques sociales et institutionnelles qui accompagnent – sans s'y réduire – la vague de dénonciations portée par #MeToo.

Enfin, une exploration des contextes et des façonnements des luttes sociales autour de #MeToo est menée au travers de trois analyses. L'étude de Viviane Albenga et Johanna Dagorn, réalisée à partir d'une enquête par questionnaire et des entretiens, revient sur la politisation des violences faites aux femmes dans un campus étudiant en France. Le chapitre proposé par Margaux Nève illustre comment la survenue de #MeToo rencontre des questionnements de plus longue date sur la médicalisation et les rapports entre patientes et médecins, dans le domaine de la gynécologie et de l'obstétrique où les praticiens sont aussi souvent des femmes médecins. Stéphanie Pache, pour sa part, analyse les rapports complexes qu'entretiennent les mouvements féministes avec la psychologisation des expériences de violences sexistes et sexuelles, en mettant en évidence comment la souffrance peut être réinvestie d'un sens et d'une fonction politiques.

Quatre contributions plus personnelles ou au titre du commentaire ponctuent les temps majeurs et successifs de l'ouvrage. Florence Rochefort interroge le caractère révolutionnaire de #MeToo au regard de l'histoire des féminismes. Oui, dit-elle, ce mouvement excède le sujet «femmes» et «révèle un potentiel de transformation radicale de l'oppression de genre». Giuseppina Sapio en sémiologue «dissèque» et «décortique» les dispositifs iconographiques et textuels de la Lettre d'un violeur à sa victime publiée par le journal *Libération* le 8 mars

2021. Elle interroge le «mandat de masculinité» reproduit par ce choix éditorial et propose de rester attentifs et attentives à une «phénoménologie de la parole» que le mouvement #MeToo a suscitée. Gwenaëlle Perrier veut pour sa part saisir le caractère trompeur de l'action publique sur les violences sexistes. Cette action des pouvoirs publics, affirme-t-elle, indique des orientations morales vagues, sans construire une rupture radicale avec la matérialité et le caractère systémique omniprésent et incorporé de la domination d'ordre sexiste et des violences qui la constituent. Enfin, Tania Lejbowicz s'intéresse à la façon dont #MeToo permet d'interroger la continuité, le développement et l'actualisation des questions de recherche sur les violences sexistes: la parole par les outils numériques permet de reconsidérer la césure privé/public, la diversité des actes dénoncés révèle mieux encore le *continuum* des violences, enfin les témoignages individuels méritent d'être analysés au regard de leurs effets sur les populations.

Partie 1

#MeToo et #BalanceTonPorc : registres et supports des dénonciations à l'ère numérique

#MeToo, selfies et mèmes : une exploration des récits numérisés des violences sexuelles

Kaitlynn Mendes¹

En 2011, l'Américaine Grace Brown a photographié des victimes de violences sexuelles, tenant des pancartes sur lesquelles figuraient les propos de leurs agresseurs avant, pendant ou après l'agression. Relayés sur son compte Tumblr intitulé *Project Unbreakable*, les messages incluent des citations de violeurs intimant à leurs victimes de se taire, les complimentant sur leur beauté, les injuriant ou les menaçant de violence si elles portent plainte.

L'année suivante, en 2012, seize étudiantes et étudiants de l'université de Duke ont lancé la campagne Who Needs Feminism?, pour dénoncer les connotations négatives imputées au féminisme et mettre ainsi en évidence la pertinence du féminisme pour la société. Tout comme le projet Unbreakable, Who Needs Feminism? appelle les participantes et les participants à partager des photos de pancartes expliquant pourquoi ils et elles ont «besoin» («need») du féminisme. Bien que cette campagne ait porté sur un large éventail de sujets, sur les pancartes, ce sont les thématiques de viol et violences sexuelles qui ont été particulièrement été mises en avant [Mendes & al., 2019a]. Depuis son lancement, plus de 5 000 photos ont été soumises, et plus de soixante autres établissements d'enseignement ont lancé leurs propres campagnes Who Needs Feminism? et créé des sites internet consacrés à ces questions.

Alors que de nombreux ses contributrices et contributeurs se sont exprimé es sur les violences à l'égard des femmes de manière générale, d'autres ont partagé des expériences de violence sexuelle vécues personnellement ou par une personne de leur famille, des ami es ou des partenaires. Par exemple, une personne a relayé le message suivant: «#JAIBESOINDUFEMINISME» parce que lorsque j'avais 10 ans et que mon frère en avait 16, il m'a violée/agressée sexuellement à plusieurs reprises», tout en faisant apparaître à l'image des références au fait que les blagues sur le viol sont très répandues.

Cinq ans plus tard, le 15 octobre 2017, le *hashtag* #MeToo a commencé à se répandre sur Twitter. L'expression «#MeToo» a initialement été lancée par Tarana Burke, militante noire américaine contre les violences sexuelles, en 2006. Toutefois, c'est seulement lorsque l'actrice Alyssa Milano l'a utilisée comme *hashtag* sur Twitter pour réagir aux allégations d'agressions sexuelles commises par le producteur

¹ Les coordinateur-rice-s de l'ouvrage remercient Seema Sarangi pour sa traduction du texte.

hollywoodien Harvey Weinstein que «#MeToo» a suscité une grande attention. Par le biais du *hashtag*, Milano a encouragé le public à la rejoindre pour montrer l'énorme prévalence des violences sexuelles. Captant l'attention du public et des médias, #MeToo a été utilisé 19 millions de fois la première année, et les données de *Google trends* montrent que, depuis sa création, le *hashtag* a été recherché dans tous les pays du monde. Depuis lors, de nombreuses ramifications de #MeToo ont vu le jour, comme #MeTooAcademia, #MeTooPhD et #MosqueMeToo par exemple.

Lancé par Sandra Muller, une journaliste française exerçant à New York, #BalanceTonPorc, hashtag francophone, a fait son apparition le 13 octobre 2017, soit deux jours avant #MeToo, même s'il est souvent considéré comme l'une de ses ramifications. En France, et à la différence de nombreuses émanations du mouvement #MeToo, l'accent a été mis sur la désignation des auteurs de violence. Ce prisme particulier a valu en septembre 2019 à Sandra Muller d'être reconnue coupable de diffamation à l'égard d'un ancien cadre de télévision qu'elle avait accusé de harcèlement sur Twitter. Selon les estimations, ce hashtag francophone a été utilisé environ un million de fois depuis le 13 octobre 2017. Hormis les internautes anonymes qui ont alimenté les dénonciations de violences vécues, des journalistes, des célébrités, des femmes et hommes politiques ont pris part à ces débats en France, comme dans d'autres pays. Entre autres moments notables des discussions et controverses autour de #BalanceTonPorc, l'actrice Catherine Deneuve et cent autres femmes célèbres ont publié une tribune dans le quotidien Le Monde. Traduit et publié ensuite dans le New York Times, cet article insistait sur le fait que draguer, même de manière «insistante» ou «maladroite» ne devait en aucun cas être considéré comme du «harcèlement».

Dans le cadre de ces mouvements émergents (#MeToo, #BalanceTonPorc, et d'autres campagnes numériques), le fait de pouvoir nommer et dénoncer la violence sexuelle, et parfois même nommer publiquement les agresseurs, n'est sans doute pas le fait le plus notable. Des victimes/survivant·e·s le font depuis des décennies. La nouveauté de ces campagnes repose-t-elle davantage sur leur visibilité, elle-même fondée sur la montée de ce que Sarah Banet-Weiser [2018] appelle le «féminisme pop»? Il existe certainement une visibilité nouvelle aujourd'hui des actes de violences sexistes et sexuelles, bien que les médias n'aient pas complètement ignoré l'activisme féministe autour des violences sexuelles par le passé. L'hypothèse développée ici consiste plutôt à penser que le changement le plus notable se trouve dans l'architecture et les potentialités offertes par les plateformes de médias sociaux. Ces dernières façonnent en effet la manière dont les personnes divulguent, prennent connaissance, ressentent et vivent les violences sexuelles (et leur révélation). En substance, les technologies numériques et les plateformes de médias sociaux ouvrent de nouvelles voies de communication, de divulgation et de narration d'expériences, d'émotions et d'affects concernant les violences sexuelles qui demeuraient cachés jusque-là. Ces «récits numérisés» diffèrent à certains égards des récits conventionnels portant sur les violences sexuelles, c'est-à-dire de ceux qui sont documentés dans des affaires judiciaires, les médias, les récits autobiographiques ou encore dans des témoignages recueillis [Mendes & al., 2019a, 2019b, 2019c]. Au sein de ces nouveaux récits réside, à mon sens, la capacité à perturber les mythes et les scénarios traditionnels du viol, et à produire, forger, créer et faire ainsi ressentir de nouvelles compréhensions «intersectionnelles» du viol.

Comme l'expliquent Young et McGuire [2003], il est important d'étudier la manière dont les personnes parlent de leurs expériences de violence sexuelle, car leur discours peut façonner le sens qu'elles donnent à leur agression. Par conséquent, il me semble important d'étudier les récits et les révélations de violence sexuelle en ligne, en prêtant une attention particulière à la circulation des récits et leur coconstruction par des paramètres technologiques, culturels et matériels. En effet, nous apprenons à connaître et à ressentir la violence sexuelle différemment, en fonction de la plateforme par laquelle un récit est diffusé. C'est ce que le concept de «jargon de plateforme» cherche à saisir en renvoyant à la manière dont chaque plateforme de médias sociaux développe sa propre «combinaison unique de styles, de grammaires et de logiques» [Gibbs & al., 2015, 257]. Dans le cadre de ma recherche, ce concept renvoie plus particulièrement à la manière dont les récits de violence sexuelle sont racontés. Notons que le ou les jargons de plateforme ne sont pas nécessairement déterminés par la plateforme même, bien qu'ils soient en partie façonnés par elle: ces jargons sont davantage régis par des normes, des conventions et des pratiques sociales qui viennent s'ajouter aux contraintes technologiques et se combiner avec elles. Ainsi, les éléments stylistiques et visuels contribuent à construire le jargon de plateforme, et sont particulièrement importants pour les plateformes sur lesquelles la visualisation des informations est cruciale, comme sur Tumblr, YouTube ou Instagram. Les jargons de plateforme émergent au sein des réseaux sociaux où le sens et la valeur affective sont constitués et établis à la fois par l'utilisation et le contexte [Warfield, 2016, 3]. En outre, il est important de ne pas considérer les jargons de plateforme comme des réalités statiques, qui se présenteraient exactement de la même manière partout dans le monde. Une étude récente comparant les tweets de #MeToo à ceux de #BalanceTonPorc a par exemple révélé que les tweets français étaient significativement plus agressifs que les tweets de #MeToo [Lopez & al., 2019]. Ces pratiques peuvent différer d'un lieu ou d'un moment à un autre, ce qui justifie de mener des recherches longitudinales, transnationales et multilingues. Enfin, en s'intéressant aux jargons de plateforme, il s'agit de mettre en évidence la manière dont ils façonnent les expériences affectives des personnes qui divulguent des actes de violence sexuelle. En d'autres termes, les jargons de plateforme structurent à la fois ce que nous savons des violences sexuelles et la manière dont nous en venons à connaître et à ressentir ces expériences de victimisation.

MÉTHODOLOGIE

Les données mobilisées dans ce chapitre proviennent de plusieurs projets de recherche différents. Aussi, les méthodes qui ont présidé à leur production sont en partie hétérogènes. Sont ici utilisés un échantillonnage systématique de #BeenRapedNeverReported, Hollaback et Who Needs Feminism? et un échantillonnage raisonné de #MeToo, YouTube Rape Videos et Project Unbreakable, ainsi qu'une analyse de plus de 1 000 textes médiatiques associés à des campagnes de lutte contre les violences sexuelles (#MeToo, #BeenRapedNeverReported, Hollaback!, Everyday Sexism, Who Needs Feminism?, YouTube rape stories, Project Unbreakable). Les données proviennent de Twitter, Tumblr, Facebook et YouTube², et ont été traitées à partir d'une analyse qualitative de contenu, une analyse thématique et sémiotique des images. Outre ces sources, ma recherche repose sur une enquête auprès de 117 participant·e·s à #MeToo et des entretiens semi-directifs avec six autres participant·e·s. Plus précisément, ce chapitre se concentre essentiellement sur les récits numérisés de violences sexuelles à travers ce qu'Amy Shields Dobson [2015] appelle les «mèmes de la douleur», puis sur les révélations des violences sexuelles sur Twitter.

Les «mèmes de la douleur»: partager et ressentir l'expérience des violences

«Les mèmes de la douleur» [Dobson, 2015] prennent la forme de courts messages inscrits sur des écriteaux à la main («hand-crafted signs»), permettant de raconter des expériences personnelles et douloureuses. Ces mèmes peuvent s'appuyer sur des images fixes (*Project Unbreakable, Who Needs Feminism?*) ou des vidéos (YouTube). Dans ce cadre, nombreux sont les écriteaux utilisés à être particulièrement stylisés, en jouant sur la taille des lettres, l'utilisation de couleurs, du gras ou de l'italique, ou encore en soulignant des mots-clés pour mettre en avant certains aspects des expériences vécues³.

² Instagram n'a pas été pris en compte dans mon analyse, ce qui constitue une limite au corpus analysé dans ce chapitre. Inclure Instagram, ainsi que d'autres plateformes de médias sociaux de pays des Suds comme WeChat, Weibo et Snapchat, qui est une plateforme très difficile à saisir, est un défi à relever mais cela semblerait très pertinent.

³ Pour *Who Needs Feminism?*, j'ai examiné 150 posts, pour *Project Unbreakable*, j'ai procédé à un échantillonnage raisonné de 150 autres textes, et sur YouTube, j'ai cherché «rape story» or «abuse story» («histoire de viol» ou «histoire d'agression») et j'ai visionné une quarantaine de vidéos, qui étaient souvent intitulées «My rape story» ou «My flashcard story». Bon nombre de ces vidéos indiquent d'emblée que l'histoire racontée est «triste», comme «Des flashcards super tristes» ou «L'histoire de flashcards la plus triste qui soit». La taille de cet échantillon sur YouTube n'est pas très grande. En conséquence, j'aborde ce matériau de manière qualitative, sans prétendre que mes résultats pourraient être généralisés.

Pour analyser ces mèmes de la douleur, je m'inspire de la criminologue Bianca Fileborn [2019] qui montre que les révélations de violences sexuelles sont toujours des processus reposant sur des sélections d'informations particulièrement précautionneuses par les victimes. Cette sélection inclut des informations sur des détails ou des pratiques qui permettent non seulement de faire entendre et connaître leurs expériences, mais aussi de les faire ressentir. Cet aspect apparaît très clairement dans les données du corpus traité ici, et ce de différentes manières. Sur YouTube, la vidéo est souvent tournée en noir et blanc et accompagnée d'une musique mélancolique. Sur Tumblr, il s'agit souvent d'utiliser des caractères gras, italiques et des couleurs vives, mais aussi de jouer sur la posture et le positionnement des sujets dans les images. Ainsi, par exemple, cachée derrière la pancarte qui couvre son visage de manière à ce que seule la partie inférieure soit cadrée, les cheveux dissimulant la moitié du visage, une contributrice utilise un carnet à spirales en guise de pancarte, ce qui produit l'impression d'un discours écrit par une très jeune fille. On y lit: «J'ai besoin du féminisme parce que lorsque j'ai été agressée sexuellement lors de deux concerts à 16 ans, mon père m'a dit que je l'avais bien cherché parce que mon pantalon était trop serré». En soulignant des mots-clés, tels que «féminisme», «16» et «serré», ce message a généré plus de 1 000 «notes» ou autrement dit interactions comprenant des «likes», des «re-blogs» et des «commentaires» [Renninger, 2015], soulignant à quel point le message n'a pas seulement été vu et lu, mais aussi ressenti par le public.

Prenant appui sur les apports du «tournant affectif » [Clough, 2008] dans la recherche féministe, qui a permis de s'intéresser à l'importance des émotions et de l'incarnation des expériences dans le façonnement de nos vies [Ahmed, 2017], nous pouvons chercher à comprendre comment de tels messages forgent des liens qui suscitent d'une part l'empathie et d'autre part, nouent des relations émotionnelles entre les contributeur-ice-s et le public [Ahmed, 2004] qui partage, «aime» et commente ces publications.

L'adhésion émotionnelle et les niveaux d'«intensité affective» générés par les histoires de violences sexuelles apparaissent à la fois clairement et différemment selon la plateforme considérée. Par exemple, sur Tumblr, l'attraction affective peut se mesurer au nombre de «notes» pour chaque publication. Bien que le public puisse commenter n'importe quelle publication, la plateforme est conçue de sorte que les commentaires soient «repérables mais minimisés» [Renninger, 2015, p. 1523]. Pour y avoir accès, il faut généralement se rendre sur le compte Tumblr du commentateur lui-même. Cette fonction contribue à décourager le «trolling», c'est-à-dire à dissuader le public de publier des messages défavorables ou abusifs [Renninger, 2015]. Et à l'inverse, des pratiques telles que le «re-blogging» et le «liking» font partie intégrante de la culture d'encouragement qui a cours sur les plateformes, et qui est particulièrement caractéristique de Tumblr [Cho, 2015; Warfield, 2016; Renninger, 2015].

Une tendance très visible parmi les «mèmes de la douleur» étudiés ici réside dans la manière dont ces nombreux récits ne se concentrent pas sur l'acte violent luimême, mais sur ce que l'on qualifie communément de «seconde agression». Cette seconde agression, qui a fait l'objet d'une théorisation féministe dans le cadre de l'analyse des violences sexuelles [Wolburt Burgess & al., 2009] renvoie au fait que les victimes, régulièrement soumises à des interrogatoires sur leur apparence, leur comportement, leur mode de vie ou leur passé sexuel, se trouvent mises en cause alors même qu'elles sont victimes [Benedict, 1992; Bonnes, 2013; Meyer, 2010; Worthington, 2008]. Ainsi, cette expérience de l'accusation post-agression redouble celle de l'agression elle-même et peut être tout aussi traumatisante, comme l'exprime par exemple une contributrice: « J'ai besoin du féminisme parce que ma sœur a été violée et que personne ne l'a prise au sérieux». D'un point de vue stylistique, ce post est typique de l'échantillon à plusieurs égards. Tout d'abord, de manière frappante il utilise un bloc-notes à spirales, associé à l'univers scolaire, l'évocation de l'école étant en outre redoublée par le fait d'avoir repassé minutieusement certains mots à l'aide d'un feutre rouge pour signaler et mettre en valeur les mots-clés. En termes de narration enfin, bien que la personne à qui sa sœur a rapporté le viol ne soit pas clairement identifiée, le message à retenir porte sur la façon dont cette victime n'a pas été crue et a donc été découragée de porter plainte.

Cette pancarte n'indique pas dans quelle mesure la sœur a été victime de « *slut-shaming*» ou de « *victim-blaming*» 4, mais le récit est commun à celui que rapportent de nombreuses autres publications. Elle fait écho à une autre image dans laquelle un jeune homme partage l'expérience de sa petite amie lors d'un dépôt de plainte pour tentative de viol. Sa pancarte explique ainsi: « J'ai besoin du féminisme parce que ma petite amie a failli être violée par son ex-petit ami alors que nous sortions ensemble, mais personne, y compris la police, ne fait rien à cause de son apparence (la police dit que cela ne vaut pas la peine de perdre son temps avec quelqu'un qui s'habille comme ça) ».

Cette publication est par ailleurs l'une des rares où l'on peut voir le visage entier du contributeur. Au fil du temps, et à mesure que les plateformes se sont popularisées et ont invité le public à soumettre ses propres images, l'on a assisté à une évolution des pratiques en matière de jargons de plateformes. Les participant es ont peu à peu – et à des degrés divers – commencé à se cacher derrière leurs écriteaux. Dans de nombreux cas, seul l'écriteau ou alors des parties discrètes du corps

⁴ Ces deux mots qui n'ont pas d'équivalents francophones exacts et sont souvent utilisés tels quels, désignent le fait d'humilier la victime en rejetant le blâme sur elle, c'est-à-dire de placer la victime en position d'accusée, supposément responsable des violences qu'elle a subies. « *Slut-shaming* », s'appliquant explicitement aux seules femmes victimes, ajoute à cette idée qu'il s'agit de rejeter la honte sur une «salope» ou une «putain».

comme les doigts, les mains, les pieds ou les yeux sont visibles. Cette pratique est probablement apparue comme un moyen de préserver l'anonymat dans un paysage numérique souvent hostile, dans lequel nombre de contributrices et contributeurs ont été «trollé·e·s» [Mendes & al., 2019a]. Cette tendance s'observe également sur YouTube, y compris parmi les contributeurs trices dont l'identité est connue et qui disposent de leurs propres chaînes, sur lesquelles d'autres vidéos peuvent laisser apparaître leur visage. Même dans les cas où le nom et l'image de la victime sont disponibles ailleurs, se cacher derrière une pancarte peut faciliter la publicisation d'une histoire. Dans l'image où le jeune homme dévoile son visage entièrement, il arbore un air grave et préoccupé, son regard est empreint d'une expression commune à ces messages, du moins pour ceux dans lesquels la locutrice ou le locuteur est visible. Le fait que son écriteau soit une feuille de papier arrachée d'un cahier, écrite à la hâte, portant un message pour partie rédigé en lettres majuscules, ajoute un sentiment d'urgence à l'alerte. La difficulté de lire l'écriture manuscrite donne encore plus d'importance au texte dactylographié qui se trouve placé au-dessous, car il permet au public d'être certain de bien déchiffrer le message malgré une écriture désordonnée ou une mauvaise résolution de la photographie. L'enjeu du récit présenté dans ce cas consiste surtout à dénoncer le «victim-blaming» ou le «slut-shaming» dont les forces de l'ordre se rendent responsables en refusant de croire les accusations de la petite amie du locuteur et en jetant le doute sur ses propos du fait de son apparence.

La police n'est pas la seule à ne pas croire les victimes. Ce peut aussi être le cas des membres de la famille, comme par exemple dans cette publication qui affirme: «J'ai besoin du féminisme parce que lorsque j'avais 10 ans et que mon frère en avait 16, il m'a agressée sexuellement à plusieurs reprises. Lorsque j'ai eu 13 ans, ma famille l'a découvert et a réagi en disant qu'il s'agissait d'une simple expérimentation, comme le font tous les frères et sœurs. ... J'avais DIX ans et je ne savais pas ce qu'il se passait réellement. J'ai besoin du féminisme parce que mon frère, quand il avait 16 ans, a profité de moi quand j'avais 10 ans pour qu'IL puisse faire des expérimentations». Dans ce texte, une jeune fille n'a pas été crue par sa famille qui a préféré ignorer la gravité de la situation. Comme beaucoup d'autres, cette publication véhicule une gamme d'émotions à la fois latentes et manifestes telles que l'indignation, la culpabilité, le blâme et le chagrin, rendues là encore évidentes par les choix lexicaux et la nature stylisée des signes. On retrouve ici des émotions telles que la colère et l'indignation transmises par l'utilisation de lettres majuscules, de couleurs vives ou de points d'exclamation, et par différentes manières de mettre en valeur des mots, en les soulignant notamment. Ces signes manuscrits, soigneusement élaborés, ne servent pas seulement à faire connaître les expériences d'agression sexuelle, mais aussi à diriger l'attention du public vers des parties particulières du récit en fonctionnant comme des coups de poing affectifs.

Affiliations des auteurs trices

Viviane Albenga - MICA, Université Bordeaux Montaigne, IUF

Laure Beaulieu - LabSIC, Université Sorbonne Paris Nord

Catherine Cavalin - IRISSO, UMR CNRS-INRAE 7170-1427, Université Paris-Dauphine (PSL) / LIEPP, Sciences Po / CEET, Cnam

Jaércio da Silva - CARISM, Université Paris-Panthéon-Assas

Johanna Dagorn - LACES, Université de Bordeaux

Pauline Delage - CNRS-CRESPPA

Irène Despontin Lefèvre - CARISM, Université Paris-Panthéon-Assas

Delphine Lacombe - CNRS, Centre d'Etudes Mexicaines et Centraméricaines Umifre 16 MEAE CNRS USR 3337 América latina

Catherine Le Magueresse - ISJPS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, UMR 8103

Bleuwenn Lechaux - Arènes, UMR 6051, Université Rennes 2

Tania Lejbowicz - Ined, Cresspa-GTM, Université Paris Nanterre/ANRS Maladies infectieuses émergentes

Cécile Méadel - CARISM, Université Paris-Panthéon-Assas

Kaitlynn Mendes - Western University, Canada

Chloé Mour - Master Études sur le genre, EHESS

Margaux Nève - IIAC, École des Hautes Études en Sciences Sociales

Stéphanie Pache - Université du Québec à Montréal

Bibia Pavard - CARISM, Université Paris-Panthéon-Assas

Gwenaëlle Perrier - IDPS, Université Sorbonne Paris Nord

Florence Rochefort - CNRS GSRL (EPHE/CNRS/PSL)

Claire Ruffio - CESSP, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Giuseppina Sapio - CEMTI, Université Paris 8

Linda Sehili - Master Études sur le genre, EHESS

Josselin Tricou - ISSR-ORS, Université de Lausanne

Table des matières

Prologue et remerciements	7
Introduction - #MeToo: la force de l'événement	9
Catherine Cavalin, Jaércio Da Silva, Pauline Delage, Irène Despontin Lefèvre, Delphine Lacombe, Bibia Pavard	
Se saisir de #MeToo	11
Interroger la continuité et les catégorisations récentes des violences sexistes et sexuelles	
Les violences sexistes et sexuelles à l'heure des féminismes numériques	16
Composition de l'ouvrage	17
Partie 1 - #MeToo et #BalanceTonPorc : registres	
ET SUPPORTS DES DÉNONCIATIONS À L'ÈRE NUMÉRIQUE	21
#MeToo, selfies et mèmes: une exploration des récits numérisé des violences sexuelles	
Kaitlynn Mendes	
Méthodologie	26
Les «mèmes de la douleur»: partager et ressentir l'expérience des violences	26
Divulguer les violences sexuelles sur Twitter: design de plateforme et partag d'expériences	
Pouvoir et privilèges dans la participation	33
Remarques conclusives	
Balance ton porc ou la fabrique ordinaire du continuum	37
Introduction	37
Corpus et méthodes	39
Le témoignage dans la dynamique du débat	
un espace «plat»	
La fabrique de la cause	
Conclusion	

#MeToo: une révolution féministe?	55
Partie 2 - Résistances et relais journalistiques	59
Avant et après #MeToo: traiter des violences sexistes et sexue	elles
en tant que journaliste	
Laure Beaulieu	(0
Traiter des violences sexistes et sexuelles avant #MeToo	
Le «moment #MeToo»	
Les résistances au moment de #MeToo	
Le moment «Ligue du Lol»	
Prolongement	70
Politiser le «crime de l'intime». Ce que #MeToo fait à la médiatisation du viol en France (2000-2020)	71
La réinscription du viol à l'agenda médiatique national	73
Faire débat des «violences sexistes et sexuelles»: la politisation du cadrage	
journalistique du viol	
Conclusion	
Cette lettre que je ne voulais pas lire	91
Partie 3 - Milieux culturels, professionnels et religieux:	
L'EXPÉRIENCE DE LA RÉCEPTION	95
À la recherche d'un effet #MeToo sur le monde du droit	97
La timide réponse du monde du droit à sa sévère mise en cause par le mouvement #MeToo	0.8
Un mouvement contenu et disqualifié	
Conclusion	
Conclusion	112
Après #MeToo, l'État est-il devenu un employeur exemplaire	? 113

Table des matières 245

Quelles politiques pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles da	
fonction publique?	
Des paroles aux actes, du papier au terrain	119
L'influence du contexte institutionnel et politique	123
Conclusion	127
Jouer n'est pas consentir - Le harcèlement sexuel dans le théa	ìtre
new-yorkais	129
Bleuwenn Lechaux	
Le harcèlement sexuel comme produit de pratiques professionnelles	132
Lutter contre le harcèlement sexuel à partir des spécificités théâtrales	139
Les réceptions catholiques du mouvement #MeToo en Franc	e.
Un éclairage sur une mobilisation mondiale et transsectoriell	e145
Josselin Tricou	
#MeToo et le monde catholique	146
Une opinion catholique française polarisée	152
Une opinion catholique renouvelée?	155
Conclusion	
Les politiques de lutte contre les violences sexistes et sexuell	es
après #MeToo. Une reconnaissance en trompe-l'œil	161
Gwenaëlle Perrier	
Partie 4 - Le façonnement des mobilisations	165
#MeToo sur les campus. Luttes et résistances d'étudiantes	
françaises contre les violences sexistes et sexuelles	167
Viviane Albenga et Johanna Dagorn	
Les effets de #MeToo: une politisation féministe par le sujet des violences	169
Interpeller les institutions sur la prise en charge des violences ou s'auto-	
organiser?	173
Une libération de l'écoute (masculine) qui n'a pas eu lieu	177
Conclusion	180

Violences obstétricales et gynécologiques. Avec et à côté du	
mouvement #MeToo	183
Margaux Nève	
«Violences obstétricales et gynécologiques», violences sexistes et sexuelles l'avènement d'un problème public connexe à #MeToo	
Pouvoir médical, violences et normes genrées dans l'exercice de la médecine	
Consentement et violences obstétricales et gynécologiques	191
La forme témoignage comme levier d'action	193
Conclusion	195
Rendre sensible l'expérience de violence. La souffrance psychic dans les luttes contre les violences sexistes aux États-Unis, des années 1970 à #MeToo	3
Stéphanie Pache	1) /
Articulation politique entre souffrance, oppression et injustice (1960-1990)	199
La reconnaissance des violences au prisme de la santé mentale (1990 à aujourd'hui)	202
Penser l'émancipation dans la campagne #MeToo	
Penser le mouvement #MeToo dans les travaux académiques s les violences sexistes et sexuelles. Continuité, développement e actualisation des questions de recherche	et
Bibliographie générale	215
Affiliations des auteurs trices	241

Suite des titres de la collection Sciences sociales

Michel Callon et al., Sociologie des agencements marchands. Textes choisis

Emmanuel Kessous et Alexandre Mallard (dir.), La Fabrique de la vente. Le travail commercial dans les télécommunications

Jérôme Michalon, Panser avec les animaux. Sociologie du soin par le contact animalier

Jérôme Denis et David Pontille, Petite sociologie de la signalétique. Les coulisses des panneaux du métro

> Madeleine Akrich, Michel Callon et Bruno Latour, Sociologie de la traduction. Textes fondateurs

Nathalie Darène, Fabriquer le luxe. Le travail des sous-traitants

Liliana Doganova, Valoriser la science. Les partenariats des start-up technologiques

Geneviève Teil, Sandrine Barrey, Antoine Hennion et Pierre Floux, Le Vin et l'environnement. Faire compter la différence

> Dominique Boullier, Stéphane Chevrier et Stéphane Juguet, Événements et sécurité. Les professionnels des climats urbains

Jérôme Bourdon, Histoire de la télévision sous de Gaulle

Cyril Lemieux, Un président élu par les médias?

Fabien Granjon et Julie Denouël (dir.), Communiquer à l'ère numérique.

Anne-France de Saint Laurent-Kogan et Jean-Louis Metzger (dir.), Où va le travail à l'ère du numérique?

Alexandre Mallard, Petit dans le marché. Une sociologie de la Très Petite Entreprise

Madeleine Akrich, Yannick Barthe, Fabian Muniesa et Philippe Mustar (dir.), Débordements. Mélanges offerts à Michel Callon

Madeleine Akrich, Yannick Barthe et Catherine Rémy (dir.), Sur la piste environnementale. Menaces sanitaires et mobilisations profanes Cyril Lemieux, La Sociologie sur le vif

Annemarie Mol, Ce que soigner veut dire. Repenser le libre choix du patient

Madeleine Akrich, Cécile Méadel et Vololona Rabeharisoa, Se mobiliser pour la santé.

Alain Desrosières, Pour une sociologie de la quantification. L'Argument statistique I

Alain Desrosières, Gouverner par les nombres. L'Argument statistique II

> Michel Armatte, La Science économique comme ingénierie. Quantification et modélisation

Antoine Savoye et Fabien Cardoni (dir.), Frédéric Le Play. Parcours, audience, héritage

Frédéric Audren et Antoine Savoye (dir.), Frédéric Le Play et ses élèves. Naissance de l'ingénieur social

> Fabien Granjon, Reconnaissance et usages d'internet.

Bruno Latour, Chroniques d'un amateur de sciences

Marcel Calvez, avec Sarah Leduc, Des environnements à risques. Se mobiliser contre le cancer

Vololona Rabeharisoa et Michel Callon, Le Pouvoir des malades. L'association française contre les myopathies et la recherche

Sophie Dubuisson et Antoine Hennion, Le Design: l'objet dans l'usage. Françoise Massit-Folléa, Cécile Méadel et Laurence Monnoyer-Smith (eds.), Normative Experience in Internet Politics

Madeleine Akrich, João Nunes, Florence Paterson & Vololona Rabeharisoa (eds.), The Dynamics of Patient Organizations in Europe

Maggie Mort, Christine Milligan, Celia Roberts & Ingunn Moser (eds.), Ageing, Technology and Home Care: New Actors, New Responsibilities

partir d'octobre 2017, #MeToo devient un phénomène mondial, en diffusant internationalement le slogan que Tarana Burke, militante new-yorkaise contre les violences sexuelles, avait lancé dix ans plus tôt. Une multitude de victimes témoignent sur divers supports numériques et médiatiques, reformulant et intensifiant des luttes féministes en cours contre les violences sexistes.

À l'initiative d'une nouvelle génération de chercheuses et chercheurs francophones sur les violences de genre, ce premier ouvrage académique en France sur #MeToo cherche à comprendre l'événement. Il propose une approche empirique de ce mouvement mondial. Il décrypte d'abord l'événement #MeToo dans sa matérialité, ses contextes de réception et d'appropriation et s'efforce de montrer comment l'usage des réseaux socionumériques permet d'articuler de nouvelles formes de militantisme ou de renforcer des pratiques militantes existantes en ligne et hors ligne. Il inscrit ensuite #MeToo dans une histoire des luttes féministes de plus long terme et s'efforce de questionner son unité à travers l'étude de ses résonances contrastées dans différents milieux professionnels.

